

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2413

7 septembre 2015

SOMMAIRE

Athmo S.A.	115779	Intesa Sanpaolo Sec SA	115783
CERALUX S.A., Privatvermögensverwal- tungsgesellschaft ("SPF")	115778	Klépierre Luxembourg S.A.	115797
Clemalux S.C.A., SICAV-FIS	115778	KMG SICAV SIF S.A.	115797
ColMassyRedLux S.C.A.	115785	Koch Chemical Technology European Treasu- ry S.à r.l.	115783
Credit Suisse K-H-R Investments (Luxem- bourg) Sàrl	115785	Lai Fu Cis (Luxembourg) S.A.	115779
Echoes Chemical	115778	Le comptoir espagnol S.à r.l.	115779
Eden 2 S.à r.l.	115778	Le Festival des Saveurs S.A.	115779
EVS Invest	115797	L.L.A.M. S.A.	115779
Five Arrows Secondary Opportunities III Co- Investments S.C.A., SICAR	115799	London Baker Street S.à r.l.	115799
Foch Partners Luxembourg	115781	Marmarapark S.à r.l.	115778
Foncière de l'Est S.A.	115781	MBERP II (Luxembourg) 28 S.à r.l.	115790
For Men S.à r.l.	115781	NetMed S.à r.l.	115780
François Ier Investment & Property S.A.	115783	Newland Investment S.A.	115780
FS Technology Holding S.à r.l.	115780	OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l.	115784
Gain Capital Participations SA, SICAR	115785	Ofi Lux	115784
Générale Alimentaire Franco-Luxembour- geoise Holding	115799	Olio Finance S.A.	115783
Generali Europe Income Holding S.A.	115781	Open Assessment Technologies S.A.	115784
Generali North American Holding S.A.	115781	OPG European Holdings (lux) s.à r.l.	115784
Gestion Hôtelière S.à r.l.	115782	Ormylux S.à r.l.	115790
Giro Holding S.A.	115782	PB Investments S.A.	115784
Gregorius Guy S.à r.l.	115782	Samart S.A.	115824
GRI Equinox GP	115782	SEB Private Equity Opportunity III Manage- ment S.A.	115824
GWM Holding S.A.	115787	Steeg S.A.	115780
Hammer Hold S.A.	115798	Sunshine Investment Holding S.A.	115787
Ijoint Investments S.A.	115786	Tez Tour Invest Fund Co. S.A.	115788
		Wepas Holding S.A.	115782

CERALUX S.A., Privatvermögensverwaltungsgesellschaft ("SPF"), Société Anonyme.

Siège social: L-5619 Mondorf-les-Bains, 45, rue John Gruen.

R.C.S. Luxembourg B 68.666.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015119993/9.

(150129682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Eden 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 137.730.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120074/10.

(150129519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Echoes Chemical, Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 171.658.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015120091/10.

(150129524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Clemalux S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 73.146.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120946/11.

(150130659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Marmarapark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 156.873.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/07/2015.

Marmarapark S.à r.l.

Jorge Perez Lozano

Manager A

Référence de publication: 2015121376/14.

(150131186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

L.L.A.M. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4367 Belvaux, 8, avenue du Swing.
R.C.S. Luxembourg B 161.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015121325/9.
(150130581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Le comptoir espagnol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.
Siège social: L-1420 Luxembourg, 181, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 159.347.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015121329/10.

(150131135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Le Festival des Saveurs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9655 Harlange, 14, rue Monseigneur Falize.
R.C.S. Luxembourg B 184.571.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015121330/10.

(150131301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Lai Fu Cis (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 46.193.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signatures

Référence de publication: 2015121347/12.

(150130744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Athmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 181.678.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue JF Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015121782/13.

(150131962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

NetMed S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 37, Esplanade de la Moselle.
R.C.S. Luxembourg B 141.928.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015121418/10.

(150130683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Steeg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9bis, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 116.815.

Extrait des décisions adoptées lors de la réunion du conseil d'administration en date du 5 juin 2015

Cooptation de Monsieur Sébastien Castagna, né le 19 mai 1973 à L'Hay les Roses (France) et demeurant professionnellement à L-4963 Clémency, 9 bis, rue Basse, au poste d'administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2017 et il pourra engager la société par sa signature conjointe avec un autre administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015121606/13.

(150130551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

FS Technology Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 186.360.

La Société a été constituée a été suivant acte reçu par Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-Les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 17 avril 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association n° 1659 du 27 juin 2014.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FS Technology Holding S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2015122063/15.

(150131396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Newland Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 155.047.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale de l'actionnaire unique tenue en date du 9 juillet 2015 les décisions suivantes:

1. L'Assemblée décide d'accepter les démissions de Monsieur Graham J. WILSON, Monsieur Gary DENNIS et Monsieur Barry O'DWYER en tant que administrateurs de la société avec effet à ce jour.

2. Mme Geertruida Lamberta ZWEERS, établie au 5 rue de la Gare, L-7535 Mersch à été nommée Administrateur unique de la société avec effet immédiat jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Pour extrait conforme

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2015121435/16.

(150130226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Foch Partners Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 114.393.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015122054/10.

(150132200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Foncière de l'Est S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1540 Luxembourg, 36, rue Benjamin Franklin.
R.C.S. Luxembourg B 58.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015122055/10.

(150132471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Generali Europe Income Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 148.430.

Remplace le dépôt L140093960 du 5 juin 2014

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122070/11.

(150132457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Generali North American Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 148.432.

Remplace le dépôt L140108150 du 30 juin 2014

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122071/11.

(150132458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

For Men S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 147.012.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/07/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2015122057/12.

(150131624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Gestion Hôtelière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 182.496.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015120185/9.
(150129684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Giro Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 184.350.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015122093/10.
(150132321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Gregorius Guy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5485 Wormeldange, 1, Wolkengruewen.
R.C.S. Luxembourg B 66.670.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Guy GREGORIUS
Le Gérant

Référence de publication: 2015122102/11.
(150131480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

GRI Equinox GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 187.076.

Les comptes annuels pour la période du 9 mai 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122103/11.
(150132259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Wepas Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-9779 Eselborn, 20, op der Sang.
R.C.S. Luxembourg B 93.280.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 20 juillet 2015.

Pour la société
Joëlle SCHWACHTGEN
Le notaire

Référence de publication: 2015121676/13.
(150130532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

François Ier Investment & Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 72.063.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015120142/9.
(150130200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Intesa Sanpaolo Sec SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 170.682.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2015122180/13.

(150131793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Olio Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 69, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 62.239.

Rectificatif du dépôt 15_125080 du 15 juillet 2015

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Steinfort, le 21 JUILLET 2015.

Pour OLIO FINANCE S.A.
World Hopper s.à r.l
Signature

Référence de publication: 2015122366/14.

(150131838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Koch Chemical Technology European Treasury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 131.215.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 21 juillet 2015.

Pour extrait conforme
ATOZ SA
Aerogolf Center - Bloc B
1, Heienhaff
L-1736 Senningerberg
Signature

Référence de publication: 2015122202/17.

(150131991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Ofi Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 10-12, boulevard F.D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 116.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015122362/10.

(150132032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

OPG European Holdings (lux) s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 69.550,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 124.976.

Rectificatif des comptes annuels déposés le 05/06/2015 sous la référence L150096819

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015122367/10.

(150131800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 956.065,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 155.923.

Constituée par devant Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 septembre 2010, acte
publié au Mémorial C n° 2498

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015122361/11.

(150131694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Open Assessment Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.
R.C.S. Luxembourg B 179.450.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015122356/11.

(150131363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

PB Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 106.404.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PB INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2015122392/12.

(150132430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Credit Suisse K-H-R Investments (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.925.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/07/2015.

Jorge Lozano / Jacob Mudde

Manager / Manager

Référence de publication: 2015120954/12.

(150130520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

ColMassyRedLux S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 172.437.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ColMassyRedLux S.C.A.

Société en commandite par actions

Signature

Référence de publication: 2015120950/13.

(150130510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Gain Capital Participations SA, SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 128.091.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire en date du 26 juin 2015

Le mandat de Madame Andrea HOFER, née le 22 septembre 1968 à Vienne (Autriche), ayant sa résidence professionnelle à Schwarzenbergplatz 5, A-1030 Vienne (Autriche) a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2021.

Le mandat de Monsieur Cornelius Martin BECHTEL, né le 11 mars 1968 à Emmerich / Rhein (Allemagne), ayant sa résidence professionnelle à 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg) a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2021.

Le mandat de Monsieur Florian HAGENAUER, né le 20 juin 1963 à Linz (Autriche), ayant sa résidence professionnelle à 6, Hambergstraße, A-4100 Ottensheim (Autriche) a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2021.

Le mandat de Monsieur Martin PROHAZKA, né le 20 avril 1960 à Vienne (Autriche), ayant sa résidence professionnelle à Schwarzenbergplatz 5, A-1030 Vienne (Autriche) a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2021.

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé ERNST & YOUNG R.C.S. Luxembourg B47771, avec siège social à L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Gain Capital Participations S.A. SICAR

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015120203/29.

(150129628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Ijoint Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 68.127.

—
DISSOLUTION

L'AN DEUX MILLE QUINZE, LE SIX JUILLET.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Peter Seideman, demeurant 3B, Kungsholmstorg, S-112 21 Stockholm (Suède)
ici représenté par Madame Christine PICCO, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,
en vertu d'une procuration donnée le 25 juin 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire du comparant et le notaire soussigné, restera
annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée,

ci-après nommée «l'actionnaire unique»,

Lequel comparant, représenté comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- que la société anonyme IJOINT INVESTMENTS S.A., ayant son siège social au 50, Route d'Esch, L - 1470 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg section B sous le numéro 68127, ci-après dénommée «la Société», a été constituée en date du 30 décembre 1998 par acte du notaire Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 233 du 2 avril 1999, et dont les statuts ont pas été modifiés suivant les résolutions de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires, tenue le 10 décembre 2001 sous seing privé, publié par extrait au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1253 du 28 août 2002;

- que le capital social de la Société est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros et soixante-neuf centimes (EUR 30.986,69) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libéré, toutes émises sous forme nominative;

- que la société ne possède pas d'immeubles ou de parts d'immeuble;

- que le comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare expressément que la Société n'est impliquée dans aucun litige ou procès de quelque nature qu'il soit et que les actions ne sont pas mises en gage ou nantissement;

- que l'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme actionnaire unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société décide de mettre la Société en liquidation et prononce la dissolution anticipée de la Société, avec effet au 30 juin 2015;

- que l'actionnaire unique a désigné comme liquidateur de la Société la société MORWELL LIMITED, ayant son siège à Tortola (British Virgin Island), P.O. Box 3175, Road Town, numéro d'immatriculation au registre des Iles Vierges Britanniques 350391, laquelle en cette qualité a rédigé son rapport de liquidation, lequel rapport reste annexé au présent acte;

- que l'actionnaire unique tel que représenté déclare que tout le passif de la Société connu ou provisionné a été payé; qu'il déclare en outre reprendre tout l'actif de la Société, et il déclare encore que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel, qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- que l'actif éventuel restant sera attribué à l'actionnaire unique;

- que les déclarations du liquidateur ont été vérifiées par la société International Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège au 50, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 107093, désignée comme «commissaire à la liquidation» par l'actionnaire unique de la Société, lequel confirme l'exactitude du rapport du liquidateur. Le rapport du commissaire à la liquidation restera annexé au présent acte;

- que partant la liquidation de la Société est à considérer comme réalisée et clôturée;

- que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

- que décharge pleine et entière est donnée au liquidateur et au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

- que Madame Christine PICCO, prénommée, est désignée comme mandataire spécial pour l'exécution de toute opération susceptible d'être accomplie une fois la société liquidée;

- que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société au 50, Route d'Esch, L - 1470 Luxembourg;

- que le registre d'actionnaires sera annulé et/ou les titres au porteur seront détruits en présence du notaire instrumentaire.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

115787

Frais

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des présentes sont estimés à approximativement EUR 1.450,-

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu par ses nom, prénoms, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. PICCO, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 14 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22110. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015121273/71.

(150131915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

**Sunshine Investment Holding S.A., Société Anonyme,
(anc. GWM Holding S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 174.949.

L'an deux mille quinze, le sept juillet.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «GWM Holding S.A.», ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 174.949, constituée suivant acte de constat de scission reçu par le notaire instrumentant, en date du 3 décembre 2012, publié au Mémorial C numéro 726 en date du 26 mars 2013, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 30 avril 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en date du 30 juillet 2014, numéro 2000.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Carmen IECLÉ, employée, ayant son domicile professionnel à Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Christine ALTENHOVEN, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Changement de la dénomination social en «SUNSHINE INVESTMENT HOLDING S.A.» et modification afférente de l'article 1^{er}. (premier) des statuts.

2.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

115788

Unique résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en «SUNSHINE INVESTMENT HOLDING S.A.» et de modifier l'article 1^{er}. (premier) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «SUNSHINE INVESTMENT HOLDING S.A.»»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de neuf cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Carmen IECLE, Christine ALTENHOVEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 10 juillet 2015. Relation GAC/2015/5871. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015120218/55.

(150130197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Tez Tour Invest Fund Co. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 171.396.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of July,

Before the undersigned, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg (hereinafter referred to as the "Notary").

THERE APPEARED

SINTEZ SPF S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B170.709,

(hereinafter referred to as the "Appearing Party").

here represented by Mr Max MAYER, employee, professionally residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given on 30 June 2015 (hereinafter referred to as the "Proxyholder"),

Such Appearing Party is the sole shareholder of TEZ TOUR INVEST FUND CO. S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), duly incorporated and existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (hereinafter referred to as the ("R.C.S.") under number B 171.396 and whose articles of incorporation (hereinafter referred to as the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereinafter referred to as "Mémorial C") under number 2520, page 120946 on 10th October 2012 (hereinafter referred to as the "Company").

The Appearing Party representing the whole corporate capital require the Notary to act the following declarations and statements:

1. That the share capital of the Company currently amounts to eight hundred forty-four thousand Euro (EUR 844,000.-), represented by eight hundred forty-four thousand (844,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

2. That pursuant to the shareholders register of the Company, the Appearing Party is the sole shareholder of the Company.

3. That the latest annual accounts of the Company have been approved by the Appearing Party and duly submitted to R.C.S. for the purposes of publication.

4. That the Appearing Party, acting in its capacity of the sole shareholder, declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect followed by its liquidation.

5. That the Appearing Party declares that it has full knowledge of the Articles of the Company and that it is fully aware of the financial situation of the Company.

6. That the Appearing Party, acting in its capacity of the sole shareholder, appoints itself liquidator of the Company and declares that the activity of the Company has ceased.

7. That in that capacity, the Appearing Party requests the Notary to record that it has realised all of the Company's assets and has settled all liabilities and debts of the Company by way of payment or fully provided for of all of the known liabilities of the Company.

8. That the Appearing Party is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and for any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to the sole shareholder.

9. That consequently, the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and completed.

10. That the full and complete discharge is granted to the directors of the Company for the execution of their respective mandates up to this day.

11. That it is expedient to proceed with the cancellation of the shareholders register.

12. That the books and records of the Company shall be kept for at least five years at the former registered office of the dissolved Company being 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at EUR 2,025.-.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the Appearing Party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the Proxyholder of the Appearing Party known to the Notary by her name, first name, civil status and residence, the Proxyholder of the Appearing Party signed together with the Notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le sept juillet,

Par devant Maître Jean Seckler, notaire, de résidence au Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné (ci-après le «Notaire»).

A COMPARU

SINTEZ SPF S.A., une société anonyme luxembourgeoise, dûment constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.709,

(ci-après la "Personne Comparante").

ici-représenté par Monsieur Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en vertu du mandat octroyé le 30 juin 2015 (ci-après le «Mandataire»),

Telle Personne Comparante est l'actionnaire unique de TEZ TOUR INVEST FUND CO. S.A., une société anonyme luxembourgeoise, dûment constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (ci-après le "R.C.S.") sous le numéro B 171.396, dont les statuts (ci-après les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après le "Mémorial C") le 10 octobre 2012, sous numéro 2520, page 120946 et (ci-après la "Société").

La Personne Comparante représentant la totalité du capital social demande le Notaire d'acter les déclarations et constatations suivantes:

1. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à huit cent quarante-quatre mille euros (EUR 844'000,-), représenté par huit cent quarante quatre mille (844'000) actions ayant la valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

2. Que selon le registre des actionnaires de la Société la Personne Comparante est l'actionnaire unique de la Société.

3. Que les derniers comptes annuels de la Société ont été approuvés par la Personne Comparante et dûment déposés auprès du R.C.S. à des fins de la publication.

4. Que la Personne Comparante, en tant que l'actionnaire unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

5. Que la Personne Comparante déclare avoir pleine connaissance des Statuts de la Société et est pleinement consciente de la situation financière de la Société.

6. Que la Personne Comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne liquidatrice de la Société et déclare que l'activité de la Société est cessée.

7. Qu'en cette qualité, la Personne Comparante requiert le Notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réalisé tous les actifs de la Société et avoir réglé tout le passif de la Société par paiement ou entière approvisionnement des dettes connues de la Société.

8. Que la Personne Comparante, étant investie de tous les avoirs, déclare expressément prendre à sa charge et assumer toute responsabilité pour tout passif connu mais impayé et pour toutes dettes encore inconnues de la Société avant tout paiement à l'actionnaire unique.

9. Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme ayant été effectuée et terminée.

10. Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs de la Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

11. Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation du registre des actionnaires.

12. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à son ancien siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Coûts et frais

Les coûts, frais, rémunération ou charges sous quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société en conséquence du présent acte s'élèveront à approximativement 2.025,- EUR.

Sur quoi le présent acte a été établi à Junglinster, à la date mentionnée au début du présent acte.

Le Notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande de la Personne Comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Après que lecture de l'acte a été faite au Mandataire de la Personne Comparante, connu du Notaire par son nom, prénom, statut marital et lieu de résidence, ledit Mandataire de la Personne Comparante a signé ensemble avec le Notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 juillet 2015. Relation GAC/2015/5985. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015121633/116.

(150131980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Ormylux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 161.495.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR
44, avenue JF Kennedy
L-1855 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2015121463/13.

(150131086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

MBERP II (Luxembourg) 28 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 198.536.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the eighth day of the month of July;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

APPEARED:

The private limited liability company "Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l.", established and having its registered office in L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 168924,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has required the officiating notary to enact the deed of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") to establish as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2.

2.1. The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

2.2. The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company;
- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and
- acquire and sell real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.3. The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;
- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and
- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. The Company will be incorporated under the name of “MBERP II (Luxembourg) 28 S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad through resolution of the manager or the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least. The existing shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

Art. 8. The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, which do not need to be shareholders. In case of several managers, the managers shall form a board of managers.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The managers may be dismissed freely at any time, without there having to exist any legitimate reason ("cause légitime").

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the joint signature of two managers or the signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the sole manager / board of managers.

The sole manager / board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 12. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

In dealing with third parties, the sole manager or, if there is more than one, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or any manager acting individually at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date proposed for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by one manager. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by one manager.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 15. The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 16. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 17. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 18. If the Company has only one shareholder, such sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 19. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 20. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

The board of managers is authorized to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

The share premium is freely distributable to the shareholders by the shareholders' meeting or by the board of managers.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 23. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2015.

Subscription and payment

The Articles thus having been established, the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by the sole shareholder, the company "Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l.", pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The registered office is established in L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
- 2) The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined duration:
 - Mr Frédéric GARDEUR, Senior Manager, born in Messancy (Belgium), on 11 July 1972, residing professionally in L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch;
 - Mr Walter TOCCO, Assistant Manager, born in San Gavino Monreale (Italy), on 12 October 1979, residing professionally in L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch; and
 - Mr Abdoulie Yorro JALLOW, Manager, born in Fajara (The Gambia), on 12 February 1975, residing professionally in L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le huitième jour du mois de juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée “Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l.”, établie et ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 168924,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2.

2.1. La Société a pour objet la création, la détention, le développement et la réalisation d'un portfolio se composant de participations et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des entités du Grand-Duché de Luxembourg et dans des entités étrangères, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres représentatifs d'une dette, des brevets et des licences, ainsi que la gestion et le contrôle de ce portfolio.

2.2. La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient une participation directe ou indirecte ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout dirigeant ou autre fondé de pouvoir ou agent de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient une participation directe ou indirecte ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société;

- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient une participation directe ou indirecte ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière; et

- acquérir et vendre des biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, en ce compris la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

2.3. La Société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet la Société peut notamment:

- lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous quelque forme que ce soit ou en émettant tout titre participatif ou tout titre représentatif d'une dette, y compris des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tout droit de toute nature, sous réserve des termes et conditions prescrits par la loi;

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

- agir comme associé/actionnaire responsable indéfiniment ou de façon limitée vis-à-vis des dettes et engagements de toute entité au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société est constituée sous le nom de “MBERP II (Luxembourg) 28 S.à r.l.”.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur de un Euro (EUR 1,-).

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés. S'il y a plus d'un gérant à être nommé, les gérants devront constituer un conseil de gérance.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Les gérants sont librement et à tout moment révocables, sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'il y a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants ou la seule signature de toute personne à laquelle pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique / conseil de gérance.

Le gérant unique / conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12. Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou d'un des gérants agissant individuellement au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par un gérant. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par un gérant.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 18. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 19. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 20. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

La prime d'émission est librement distribuable aux associés par l'assemblée générale des associés ou par le conseil de gérance.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 22. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société "Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Résolutions prises par l'associée unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le siège social est établi à L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

2. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Frédéric GARDEUR, Senior Manager, né à Messancy (Belgique), le 11 juillet 1972, demeurant professionnellement à L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch;

- Monsieur Walter TOCCO, Assistant Manager, né à San Gavino Monreale (Italie) 12 Octobre 1979, demeurant professionnellement à L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch; et

- Monsieur Abdoulie Yorro JALLOW, Manager, née à Fajara (Gambie), le 12 février 1975, demeurant professionnellement à L-1030 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 9 juillet 2015. 2LAC/2015/15469. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015121390/350.

(150130810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

EVS Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-5331 Moutfort, 46, rue de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 176.591.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120122/9.

(150129175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

KMG SICAV SIF S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 139.130.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KMG SICAV-SIF

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015121321/11.

(150131437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Klépierre Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.398.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 30 juin 2015 à Luxembourg

Résolutions:

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'Administrateur de Messieurs Laurent MOREL, Jean-Michel GAULT et de JALYNE SA, 44 Avenue J-F Kennedy L-1855 Luxembourg représentée par Jacques BONNIER domicilié professionnellement au 44 Avenue J-F Kennedy L-1855 Luxembourg, et de FIDUPAR, 44 Avenue J-F Kennedy L-1855 Luxembourg, représentée par Monsieur Noël DIDIER né le 01.08.1953 à Bastogne (Belgique) et domicilié professionnellement au 44 Avenue J-F Kennedy L-1855 Luxembourg, pour une période venant à échéance à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui approuvera les comptes au 31 décembre 2015.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat de THE CLOVER L-4963 Clemency, 8, rue Haute R.C.S. Luxembourg B 149.293 au poste de Commissaire aux Comptes pour une période venant à échéance à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui approuvera les comptes de l'exercice clôturant au 31 décembre 2015.

Pour extrait

Référence de publication: 2015121320/20.

(150130583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Hammer Hold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.781.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le sept juillet.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

VENTOCORE TRADING LIMITED, ayant son siège social à Strovolou 77, Strovolos Center, Flat/Office 204, Strovolos, P.C. 2018, Nicosia, Chypre,

ici représentée par Madame Alexia UHL, juriste, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations et constatations:

a) Que la société anonyme "HAMMER HOLD S.A.", (ci-après la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 116781 a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 12 mai 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1488 du 3 août 2006;

b) Que le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros), entièrement libérées;

c) Que la comparante est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Associé Unique");

d) Que l'activité de la Société ayant cessé, l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e) Que l'Associé Unique se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

f) Qu'en sa capacité de liquidateur de la Société, l'Associé Unique requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la Société ou l'avoir dûment provisionné et avoir transféré tous les actifs à son profit;

g) Que l'Associé Unique est investie de tous les éléments actifs de la Société et déclare reprendre de manière irrévocable tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour;

h) Que l'Associé Unique prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister et qu'il n'a jamais été procédé à la création matérielle des actions de la société dissoute et qu'il n'existe pas de registre d'actions.

i) Que décharge pleine et entière est donnée aux membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat jusqu'en date des présentes.

j) Que les livres et documents de la Société dissoute, seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de neuf cents euros et la partie comparante, en tant qu'associé unique, s'y engage personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 9 juillet 2015 2LAC/2015/15466. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015120242/55.

(150129719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Générale Alimentaire Franco-Luxembourgeoise Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 192.503.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120180/9.

(150129922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

Five Arrows Secondary Opportunities III Co-Investments S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 167.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015120134/10.

(150130062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2015.

London Baker Street S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 19.457.480,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 14, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.319.

In the year two thousand and fifteen, on the sixth day of July.

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, notary public established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

- IVG Institutional Funds GmbH, having its registered seat in Frankfurt am Main with registered business address at THE SQUAIRE 18, Am Flughafen, 60549 Frankfurt am Main, Germany, acting for the account of its institutional open-end real estate investment fund (Immobilien-Spezial-Sondervermögen) RAGS - Immo IVG ("IIF"); and

- IVG Luxembourg S.à r.l. International Institutional Fund SCA SICAV-SIF, an umbrella investment company with variable capital - specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") organised as a corporate partnership limited by Corporate Units ("société en commandite par actions") and incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register ("Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg") under number R.C.S. Luxembourg B 174.707, acting with respect to its sole compartment IVG Luxembourg S.à r.l. International Institutional Fund SCA SICAV-SIF.. Prime Fund ("IVG SICAV-SIF", collectively with IIF being referred to as the "Shareholders"),

both hereby duly represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally at 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such powers of attorney having been signed "ne varietur" by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing parties are the shareholders of London Baker Street S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register ("Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg") under number R.C.S. Luxembourg B 197.319 and with a share capital at that time of GBP 20,000 (twenty thousand Great Britain Pounds), incorporated by a deed enacted by the undersigned notary, on 20 May 2015, not yet published in the Luxembourg official gazette ("Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations") (the "Company").

The articles of association of the Company have not been amended since the incorporation of the Company.

II.- That the 1,000 (one thousand) corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each, representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholders expressly state having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Approval of the amendment of article 4 of the articles of association of the Company related to the corporate object of the Company to read as follows:

“ **Art. 4.** The purposes for which the Company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control, the development and the disposal of such participating interests subject to the provisions of the German Capital Investment Act (Kapitalanlagegesetzbuch - KAGB).

In that framework, the Company shall not render any activities which differ from the activities which its member IVG Institutional Funds GmbH, Frankfurt am Main, Germany (“IIF”) may exercise for the open-ended real estate investment fund called RAGS - Immo IVG (the “Fund”) in accordance with the KAGB.

In this frame, the Company shall only acquire, hold, manage, lease, maintain, develop, promote and sell the leasehold property known as 7-15 Baker Street, London W1U 8AH (the “Property”) and any assets that are necessary for the management of the Property.

The Company may borrow funds in any form subject to the provisions of the KAGB.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension...

3. Approval of the amendment of article 8 and article 23 of the articles of association of the Company;
4. Increase of the share capital of the Company by an amount of GBP 19,437,480 (nineteen million four hundred thirty-seven thousand four hundred eighty Great Britain Pounds) so as to raise it from its current amount of GBP 20,000 (twenty thousand Great Britain Pounds) to GBP 19,457,480 (nineteen million four hundred fifty-seven thousand four hundred eighty Great Britain Pounds) by the issue of 971,874 (nine hundred seventy-one thousand eight hundred seventy-four) new corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each;
5. Subscription and payment by the shareholders of the Company of the new corporate units by way of contributions in cash;
6. New composition of the shareholding of the Company;
7. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company;
8. Amendment of article 5 of the articles of association of the Company so as to create (i) 1 (one) class of ordinary corporate units and (ii) 9 (nine) classes of alphabet corporate units in the share capital of the Company and subsequent reclassification of all the issued and outstanding corporate units in the Company;
9. Amendment of article 9 of the articles of association of the Company;
10. Creation of a new article 20 of the articles of association of the Company;
11. Amendment of article 21, formerly article 20, of the articles of association of the Company;
12. Insertion of a new third paragraph to article 22, formerly article 21, of the articles of association of the Company;
13. Approval of the full restatement of the articles of association of the Company further to the resolutions above; and
14. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The Shareholders unanimously resolve to waive their rights to the prior notice of the current meeting; the Shareholders acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider the meeting to be validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow them to examine carefully each document.

Second resolution:

The Shareholders unanimously resolve to amend article 4 of the articles of association of the Company related to the corporate object of the Company so as to read as follows:

“ **Art. 4.** The purposes for which the Company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control, the development and the disposal of such participating interests subject to the provisions of the German Capital Investment Act (Kapitalanlagegesetzbuch - KAGB).

In that framework, the Company shall not render any activities which differ from the activities which its member IVG Institutional Funds GmbH, Frankfurt am Main, Germany (“IIF”) may exercise for the open-ended real estate investment fund called RAGS - Immo IVG (the “Fund”) in accordance with the KAGB.

In this frame, the Company shall only acquire, hold, manage, lease, maintain, develop, promote and sell the leasehold property known as 7-15 Baker Street, London W1U 8AH (the “Property”) and any assets that are necessary for the management of the Property.

The Company may borrow funds in any form subject to the provisions of the KAGB.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.”

Third resolution:

The Shareholders unanimously resolve to amend article 8 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“ **Art. 8.** Corporate units are freely transferable among members. A corporate unit transfer “inter vivos” to non-members may only be done in accordance with the Commercial Companies Law. Any kind of disposition (Verfügung) of the Company’s corporate units owned by IIF for the account of the Fund, including the transfer of such corporate units, is subject to the approval of the Fund’s custodian bank.”

The Shareholders further unanimously resolve to amend article 23 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“ **Art. 23.** Any amendment of these articles and any disposition (Verfügung) of the Property including sale and encumbrances during the time of (direct or indirect) ownership of any of the Company corporate units by IIF acting for the account of the fund requires the approval of the Fund’s custodian bank.”

Fourth resolution:

The Shareholders unanimously resolve to increase the share capital of the Company by an amount of GBP 19,437,480 (nineteen million four hundred thirty-seven thousand four hundred eighty Great Britain Pounds) so as to raise the share capital of the Company from its current amount of GBP 20,000 (twenty thousand Great Britain Pounds) to GBP 19,457,480 (nineteen million four hundred fifty-seven thousand four hundred eighty Great Britain Pounds) by the issuance of 971,874 (nine hundred seventy-one thousand eight hundred seventy-four) new corporate units with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each (the “New Corporate Units”).

Fifth resolution:

It is unanimously resolved to accept the subscription and the payment by the Shareholders of the New Corporate Units by two contributions in cash in an aggregate amount of GBP 19,437,480 (nineteen million four hundred thirty-seven thousand four hundred eighty Great Britain Pounds) and respectively (i) in an amount of GBP 9,718,740 (nine million seven hundred eighteen thousand seven hundred forty Great Britain Pounds) by IIF and (ii) in an amount of 9,718,740 (nine million seven hundred eighteen thousand seven hundred forty Great Britain Pounds) by IVG SICAV-SIF (the “Contributions”).

A proof of the Contributions has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Sixth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- IIF: 486,437 (four hundred eighty-six thousand nine hundred thirty-seven) corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each; and

- IVG SICAV-SIF: 486,437 (four hundred eighty-six thousand nine hundred thirty-seven) corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each.

The undersigned notary acts that all the 972,874 (nine hundred seventy-two thousand eight hundred seventy-four) corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each, representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Seventh resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contributions having been fully carried out, the Shareholders unanimously resolve to amend article 5 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“ **Art. 5.** The corporate capital of the Company is fixed at GBP 19,457,480.- (nineteen million four hundred fifty-seven thousand four hundred eighty pound sterling) divided into 972,874 (nine hundred seventy-two thousand eight hundred seventy-four) corporate units with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each.”

It is noted that the formalities set forth in article 23 of the articles of association of the Company have been duly satisfied.

Eighth resolution:

The Shareholders unanimously resolve to create (i) 1 (one) class of ordinary corporate units and (ii) 9 (nine) classes of alphabet corporate units in the share capital of the Company and to subsequently proceed to the reclassification of any and all of the issued and outstanding corporate units in the Company as follows:

- 53,993 (fifty-three thousand nine hundred ninety-three) class C corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each;
- 53,993 (fifty-three thousand nine hundred ninety-three) class D corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each;
- 53,993 (fifty-three thousand nine hundred ninety-three) class E corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each;
- 53,993 (fifty-three thousand nine hundred ninety-three) class F corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each;
- 53,993 (fifty-three thousand nine hundred ninety-three) class G corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each;
- 53,993 (fifty-three thousand nine hundred ninety-three) class H corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each; and
- 53,993 (fifty-three thousand nine hundred ninety-three) class I corporate units, with a nominal value of GBP 20 (twenty Great Britain Pounds) each.

As a result of the abovementioned resolution, the Shareholders unanimously resolve to amend article 5 of the Company's articles of association so as to be read as follows:

“ **Art. 5.** The corporate capital of the Company is fixed at GBP 19,457,480.- (nineteen million four hundred fifty-seven thousand four hundred eighty pound sterling) divided into 972,874 (nine hundred seventy-two thousand eight hundred seventy-four) corporate units with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each, divided into:

- 1,000 (one thousand) ordinary corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Ordinary Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class A corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class A Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class B corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class B Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class C corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class C Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class D corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class D Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class E corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class E Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class F corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class F Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class G corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class G Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class H corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class H Corporate Units”); and
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class I corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class I Corporate Units”).

All the Class A Corporate Units, the Class B Corporate Units, the Class C Corporate Units, the Class D Corporate Units, the Class E Corporate Units, the Class F Corporate Units, the Class G Corporate Units, the Class H Corporate Units and the Class I Corporate Units will be collectively referred to as the “Classes of Corporate Units” as the case may be, or individually as a “Class of Corporate Units”. All the Classes of Corporate Units and the Ordinary Corporate Units will be collectively referred to as the “corporate units” as the case may be, or individually as a “corporate unit”.

Ninth resolution:

The Shareholders unanimously resolve to amend article 9 of the Company's articles of association so as to be read as follows:

“ **Art. 9.** The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire Classes of Corporate Units provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the Ordinary Corporate Units. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Corporate Units such repurchases and cancellations of Classes of Corporate Units shall be made in the following order:

- (i) Class I Corporate Units;
- (ii) Class H Corporate Units;
- (iii) Class G Corporate Units;
- (iv) Class F Corporate Units;
- (v) Class E Corporate Units;

- (vi) Class D Corporate Units;
- (vii) Class C Corporate Units;
- (viii) Class B Corporate Units; and
- (ix) Class A Corporate Units.

Such repurchase of any Class of Corporate Units shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for the amendment of the articles of association of the Company.

In the event of a reduction of the share capital of the Company through the repurchase and the cancellation of any Class of Corporate Units (in the order provided for above), such Class of Corporate Units being redeemed entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such Class of Corporate Units) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the board of managers or the sole manager (as the case may be) and approved by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be), and the holders of corporate units of the repurchased and cancelled Class of Corporate Units shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Corporate Unit for each corporate unit of the relevant Class of Corporate Units held by them and cancelled.

The Company may redeem its own corporate units within the limits set forth by the Commercial Companies Law.

For the purpose of these articles of association, the capital terms mentioned above shall have the following meaning:

Available Amount	means the total amount of net profits of the Company, including profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved, increased by (i) any freely distributable reserves, including all funds available for distribution plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, (ii) the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Corporate Units to be cancelled, knowing that the amount to be distributed may not exceed the total available sums for distribution as calculated in accordance with Article 72.2 b) of the Commercial Companies Law, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these articles of association, each as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Whereby: AA = Available Amount NP = net profits (including carried forward profits), including profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved P = any freely distributable reserve CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Corporate Units to be cancelled L = losses (including carried forward losses) LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these articles of association.
Cancellation Value Per Corporate Unit	shall be an amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of corporate units in issue in the Class of Corporate Units to be repurchased and cancelled.
Total Cancellation Amount	shall be an amount determined by the board of managers or the sole manager (as the case may be) in accordance with article 72.2 b) of the Commercial Companies Law and approved by the general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each Class of Corporate Units shall be the Available Amount of such class as at the time of its cancellation. Nevertheless the board of managers or the sole manager (as the case may be) may provide for a Total Cancellation Amount different from the Available Amount provided however that (i) the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount, (ii) such different Total Cancellation Amount shall be notified by the board of managers or the sole manager (as the case may be) to all the shareholders of the Company through written notice and that (iii) this Total Cancellation Amount has not been disputed in writing by any shareholder of the Company within 3 (three) days following receipt of the written notice from the board of managers or the sole manager (as the case may be).
Interim Accounts	means the interim accounts of the Company, including a profit and loss account made in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles, as at the relevant Interim Account Date.

Interim Account Date means the date no earlier than 8 (eight) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Corporate Units.

Tenth resolution:

The Shareholders unanimously resolve to create a new article 20 of the articles of association of the Company to be read as follows:

“ **Art. 20.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by Law. That allocation to the legal reserve will cease to be required as soon as and as long as the legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of, (i) by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, (ii) by carrying it forward to the next following financial year or (iii) by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves to the shareholders or sole shareholder (as the case may be).

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of Class A Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class A Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class B Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class B Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class C Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class D Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class D Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class E Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class E Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class F Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Corporate Units held by them, then

- the holders of Class G Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class G Corporate Units held by them, then

- the holders of Class H Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class H Corporate Units held by them, and then

- the holders of Class I Corporate Units shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding Class of Corporate Units (by alphabetical order, e.g. Class I Corporate Units) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding Class of Corporate Units in the reverse alphabetical order (e.g. initially Class H Corporate Units) in addition to the initial dividend distribution rights of such Class of Corporate Units as above set forth.”

Eleventh resolution:

The Shareholders unanimously resolve to amend article 21, formerly article 20, of the articles of association so as to be read as follows:

“ **Art. 21.** Subject to the provisions of article 20 above of these articles of association, interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers,

2. These accounts show sufficient distributable funds it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the law or these articles of association,

3. The decision to pay interim dividends is taken by the general meeting of the members or the sole member (as the case may be),

4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.”

Twelfth resolution:

The Shareholders unanimously resolve to insert a new third paragraph to article 22, formerly article 21, of the articles of association of the Company so as to be read as follows:

“ **Art. 22.** The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the members or the sole member (as the case may be) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.”

Thirteenth resolution:

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders unanimously resolve to fully restate the Company’s articles of association so as to read as follows:

“ **Art. 1.** A private limited liability company is hereby formed that will be governed by these articles and by the relevant Luxembourg legislation and in particular the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the “Commercial Companies Law”).

The name of the company is “London Baker Street S.à r.l.” (the “Company”).

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg-City by decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of members or of the sole member (as the case may be) adopted under the conditions as laid down in article 199 of the Commercial Companies Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the Company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control, the development and the disposal of such participating interests subject to the provisions of the German Capital Investment Act (Kapitalanlagegesetzbuch - KAGB).

In that framework, the Company shall not render any activities which differ from the activities which its member IVG Institutional Funds GmbH, Frankfurt am Main, Germany (“IIF”) may exercise for the open-ended real estate investment fund called RAGS - Immo IVG (the “Fund”) in accordance with the KAGB.

In this frame, the Company shall only acquire, hold, manage, lease, maintain, develop, promote and sell the leasehold property known as 7-15 Baker Street, London W1U 8AH (the “Property”) and any assets that are necessary for the management of the Property.

The Company may borrow funds in any form subject to the provisions of the KAGB.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The corporate capital of the Company is fixed at GBP 19,457,480.- (nineteen million four hundred fifty-seven thousand four hundred eighty pound sterling) divided into 972,874 (nine hundred seventy-two thousand eight hundred seventy-four) corporate units with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each, divided into:

- 1,000 (one thousand) ordinary corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Ordinary Corporate Units”);

- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class A corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class A Corporate Units”);

- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class B corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class B Corporate Units”);

- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class C corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class C Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class D corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class D Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class E corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class E Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class F corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class F Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class G corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class G Corporate Units”);
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class H corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class H Corporate Units”); and
- 107,986 (one hundred seven thousand nine hundred eighty-six) class I corporate units, with a nominal value of GBP 20.- (twenty pound sterling) each (the “Class I Corporate Units”).

All the Class A Corporate Units, the Class B Corporate Units, the Class C Corporate Units, the Class D Corporate Units, the Class E Corporate Units, the Class F Corporate Units, the Class G Corporate Units, the Class H Corporate Units and the Class I Corporate Units will be collectively referred to as the “Classes of Corporate Units” as the case may be, or individually as a “Class of Corporate Units”. All the Classes of Corporate Units and the Ordinary Corporate Units will be collectively referred to as the “corporate units” as the case may be, or individually as a “corporate unit”.

Art. 6. The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the Commercial Companies Law.

Art. 7. Each corporate unit entitles its owner an identical voting right and each member has voting rights commensurate to his shareholding. The corporate units are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per corporate unit.

Art. 8. Corporate units are freely transferable among members. A corporate unit transfer “inter vivos” to non-members may only be done in accordance with the Commercial Companies Law. Any kind of disposition (Verfügung) of the Company’s corporate units owned by IIF for the account of the Fund, including the transfer of such corporate units, is subject to the approval of the Fund’s custodian bank.

Art. 9. The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire Classes of Corporate Units provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the Ordinary Corporate Units. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Corporate Units such repurchases and cancellations of Classes of Corporate Units shall be made in the following order:

- (i) Class I Corporate Units;
- (ii) Class H Corporate Units;
- (iii) Class G Corporate Units;
- (iv) Class F Corporate Units;
- (v) Class E Corporate Units;
- (vi) Class D Corporate Units;
- (vii) Class C Corporate Units;
- (viii) Class B Corporate Units; and
- (ix) Class A Corporate Units.

Such repurchase of any Class of Corporate Units shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for the amendment of the articles of association of the Company.

In the event of a reduction of the share capital of the Company through the repurchase and the cancellation of any Class of Corporate Units (in the order provided for above), such Class of Corporate Units being redeemed entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such Class of Corporate Units) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the board of managers or the sole manager (as the case may be) and approved by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be), and the holders of corporate units of the repurchased and cancelled Class of Corporate Units shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Corporate Unit for each corporate unit of the relevant Class of Corporate Units held by them and cancelled.

The Company may redeem its own corporate units within the limits set forth by the Commercial Companies Law.

For the purpose of these articles of association, the capital terms mentioned above shall have the following meaning:

Available Amount	means the total amount of net profits of the Company, including profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved, increased by (i) any freely distributable reserves, including all funds available for
------------------	--

distribution plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, (ii) the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class(es) of Corporate Units to be cancelled, knowing that the amount to be distributed may not exceed the total available sums for distribution as calculated in accordance with Article 72.2 b) of the Commercial Companies Law, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these articles of association, each as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits), including profits made since the end of the last financial year, for which the annual accounts have been approved

P = any freely distributable reserve

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Corporate Units to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these articles of association.

Cancellation Value Per Corporate Unit	shall be an amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of corporate units in issue in the Class of Corporate Units to be repurchased and cancelled.
Total Cancellation Amount	shall be an amount determined by the board of managers or the sole manager (as the case may be) in accordance with article 72.2 b) of the Commercial Companies Law and approved by the general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each Class of Corporate Units shall be the Available Amount of such class as at the time of its cancellation. Nevertheless the board of managers or the sole manager (as the case may be) may provide for a Total Cancellation Amount different from the Available Amount provided however that (i) the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount, (ii) such different Total Cancellation Amount shall be notified by the board of managers or the sole manager (as the case may be) to all the shareholders of the Company through written notice and that (iii) this Total Cancellation Amount has not been disputed in writing by any shareholder of the Company within 3 (three) days following receipt of the written notice from the board of managers or the sole manager (as the case may be).
Interim Accounts	means the interim accounts of the Company, including a profit and loss account made in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles, as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date	means the date no earlier than 8 (eight) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Corporate Units.

Art. 10. The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the members.

Art. 11. For no reason and in no case, the heirs, creditors or other rightful claimants of the members are allowed to pursue the sealing of property or documents of the Company.

Art. 12. The Company will be managed by at least two managers who need not be members and who are appointed by the general meeting of members or the sole member (as the case may be). The managers constitute a board of managers.

The general meeting of members or the sole member (as the case may be) may, at any time and “ad nutum”, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the law or the articles to the general meeting of members or to the sole member (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

In dealing with third parties, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided the terms of these articles shall have been complied with.

The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent (s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Towards third parties, the Company is in all circumstances committed (i) by the signature of any manager in case there are only two managers or by the joint signature of any two managers in case there are more than two managers or (ii) by the sole or joint signature(s) of any agent(s) to which powers have been delegated by the board of managers.

In its current relations with any public administration, the Company is validly represented by any one manager, whose signature legally commits the Company.

The decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers may appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers may be chaired by a manager present and appointed for that purpose. The board of managers may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by any one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or any other electronic means any another manager as his/her/its proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the board of managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers are adopted by the majority of the managers participating to the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or any two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or any two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 13. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 14. Every member may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of corporate units he owns and may validly act at the meetings through a special proxy. If all members are present or represented at a general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Art. 15. Collective decisions of the board of managers are only valid if they are adopted in accordance with the dispositions of the Commercial Companies Law.

Art. 16. A sole member exercises alone the powers devolved to the meeting of members. Resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Art. 17. The business year begins on January 1st and ends on December 31st. The first business year begins with the incorporation of the Company and ends on December 31st 2015.

Art. 18. Every year as of December 31st the annual accounts are drawn up by the board of managers and will be audited by an auditor ("réviseurs d'entreprises agréé") to be appointed by the general meeting of members or the sole member (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate(s); the first annual accounts to be audited are the ones as of December 31st, 2015.

Art. 19. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company in accordance with the Commercial Companies Law.

Art. 20. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by Law. That allocation to the legal reserve will cease to be required as soon and as long as the legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of, (i) by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, (ii) by carrying it forward to the next following financial year or (iii) by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves to the shareholders or sole shareholder (as the case may be).

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of Class A Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class A Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class B Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class B Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class C Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class D Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class D Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class E Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class E Corporate Units held by them, then,

- the holders of Class F Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Corporate Units held by them, then

- the holders of Class G Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class G Corporate Units held by them, then

- the holders of Class H Corporate Units shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class H Corporate Units held by them, and then

- the holders of Class I Corporate Units shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding Class of Corporate Units (by alphabetical order, e.g. Class I Corporate Units) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding Class of Corporate Units in the reverse alphabetical order (e.g. initially Class H Corporate Units) in addition to the initial dividend distribution rights of such Class of Corporate Units as above set forth.

Art. 21. Subject to the provisions of article 20 above of these articles of association, interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers,

2. These accounts show sufficient distributable funds it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the law or these articles of association,

3. The decision to pay interim dividends is taken by the general meeting of the members or the sole member (as the case may be),

4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 22. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the members or the sole member (as the case may be) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Art. 23. If, and as long as one member holds all the corporate units, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the Commercial Companies Law; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 24. Any amendment of these articles and any disposition (Verfügung) of the Property including sale and encumbrances during the time of (direct or indirect) ownership of any of the Company corporate units by IIF acting for the account of the fund requires the approval of the Fund's custodian bank.

Art. 25. For anything not dealt with in the present articles, the members refer to the relevant legislation."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 7,900.- (seven thousand nine hundred Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English and German states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version shall prevail.

Follows the german translation of the above text:

Am sechsten Juli zweitausend und fünfzehn.

Vor dem unterzeichnenden Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, erschienen:

- IVG Institutional Funds GmbH, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in Frankfurt am Main und eingetragener Geschäftsadresse in 60549 Frankfurt am Main, THE SQUAIRE 18, Am Flughafen, Deutschland, handeln für Rechnung des institutionellen offenen Immobilienfonds (Immobilien-Spezial-Sondervermögens) RAGS - Immo IVG („IIF“); und

- IVG Luxembourg S.à r.l. International Institutional Fund SCA SICAV-SIF, eine Dachfondsinvestmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezial Investmentfonds (“société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé”) bestehend in der Rechtsform einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (“société en commandite par actions”) and gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (“Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg”) unter der Nummer R.C.S. Luxemburg B 174.707, handelnd für Rechnung ihres einzigen Teilfonds IVG Luxembourg S.à r.l. International Institutional Fund SCA SICAV-SIF.. Prime Fund (“IVG SICAV-SIF”, nachfolgend zusammen mit IIF bezeichnet als “Gesellschafter”),

beide vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Notariatsangestellter, mit Geschäftssitz in 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd aufgrund Vollmacht.

Diese Vollmachten durch den Bevollmächtigten, handelnd für die erschienenen Parteien, und dem Notar als “ne varietur” gezeichnet, werden dieser Urkunde für Eintragungszwecke beigefügt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben angegeben, baten den unterzeichnenden Notar um die Beurkundung des Folgenden:

I. Die erschienenen Parteien sind die Gesellschafter der London Baker Street S. à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (“Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg”) unter der Nummer R.C.S. Luxemburg B 197.319 und mit einem Gesellschaftskapital von zu dieser Zeit GBP 20,000 (zwanzig tausend Pfund Sterling), gegründet gemäß Urkunde ausgefertigt durch den amtierenden Notar, am 20 Mai 2015, bisher noch nicht veröffentlicht im Luxemburger Amtsblatt (“Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations”) (die “Gesellschaft”).

Die Satzung der Gesellschaft wurde seit Gründung der Gesellschaft nicht geändert.

II. Die 1,000 (ein tausend) Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20 (zwanzig Pfund Sterling), die das gesamte Stammkapital der Gesellschaft darstellen, sind vertreten, so dass die Gesellschafterversammlung beschlussfähig ist im Hinblick auf sämtliche Tagesordnungspunkte der nachstehenden Agenda, über die die Gesellschafter vorab ordnungsgemäß unterrichtet wurden, was sie hiermit ausdrücklich bestätigen.

III. Die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Verzicht auf das Recht der Benachrichtigung;

2. Zustimmung zur Änderung des Artikels 4 der Satzung der Gesellschaft bezüglich des Gesellschaftsgegenstandes der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut:

“ **Art. 4.** Die Gesellschaft hat zum Zweck, alle Tätigkeiten auszuüben, welche direkt oder indirekt zum Erwerb von Beteiligungen in jeglicher Form an beliebigen Unternehmen führen, sowie die Verwaltung, Leitung, Kontrolle, Entwicklung und Veräußerung dieser Beteiligungen, vorbehaltlich der Bestimmungen des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches („KAGB“).

In diesem Rahmen darf die Gesellschaft keine Tätigkeiten erbringen, die von denen abweichen, die ihre Gesellschafterin, die IVG Institutional Funds GmbH, Frankfurt am Main, Deutschland („IIF“), für das offene Immobilien-Sondervermögen RAGS - Immo IVG („Fonds“) gemäß dem KAGB ausüben darf.

In diesem Rahmen darf die Gesellschaft nur das Erbbaurecht an dem Grundstück mit der Bezeichnung 7-15 Baker Street, London W1U 8AH (das „Grundstück“) und alle Vermögensgegenstände, die zur Bewirtschaftung des Grundstücks erforderlich sind, erwerben, halten, verwalten, vermieten, instand halten, entwickeln, bewerben und verkaufen.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des KAGB kann die Gesellschaft Kredite in jeglicher Form aufnehmen.

Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen zur Wahrung ihrer Rechte ergreifen und jede Art von Geschäften abschließen, die mit ihrem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt verbunden sind und die geeignet sind, dessen Entwicklung oder Erweiterung zu fördern.“

3. Zustimmung zur Änderung der Artikel 8 und 23 der Satzung der Gesellschaft;

4. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von GBP 19,437,480 (neunzehn millionen vierhundert siebenunddreißigtausend vierhundertachtzig Pfund Sterling), um das Gesellschaftskapital von dem derzeitigen Betrag von GBP 20,000 (zwanzigtausend Pfund Sterling) auf GBP 19,457,480 (neunzehn millionen vierhundert siebenundfünfzigtausend vierhundertachtzig Pfund Sterling) durch Ausgabe von 971,874 (neunhundert einundsiebzigtausend achtundvierundsiebzig) neuer Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20 (zwanzig Pfund Sterling) zu erhöhen;

5. Zeichnung und Zahlung der neuen Gesellschaftsanteile durch die Gesellschafter durch Bareinzahlung;

6. Neue Zusammensetzung des Gesellschaftsanteilsbestandes;

7. Änderung des Artikels 5 der Satzung als Folge der vorangegangenen Beschlüsse;

8. Änderung des Artikels 5 der Satzung, um (i) 1 (eine) Klasse von Stammgesellschaftsanteilen und (ii) 9 (neun) alphabetische Klassen von Gesellschaftsanteilen zu schaffen und nachfolgende Umklassifizierung aller ausgegebener und ausstehender Gesellschaftsanteile der Gesellschaft;

9. Änderung des Artikels 9 der Satzung;

10. Schaffung eines neuen Artikel 20 der Satzung;

11. Änderung des Artikels 21 der Satzung, bisher Artikel 20 der Satzung;

12. Ergänzung eines neuen dritten Absatzes des Artikels 22, bisher Artikel 21 der Satzung;

13. Zustimmung zur vollständigen Neufassung der Satzung als Folge der vorangegangenen Beschlüsse, und

14. Sonstiges.

Nach Zustimmung der Gesellschafter zum Vorangegangenen wurden folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig, auf ihr Recht auf vorherige Benachrichtigung über die aktuelle Gesellschafterversammlung zu verzichten; die Gesellschafter bestätigen, zur Tagesordnung ausreichend unterrichtet worden zu sein und halten die Gesellschafterversammlung für ordnungsgemäß einberufen und erklären sich daher einverstanden, zu allen Tagesordnungspunkten zu beraten und abzustimmen. Es wurde des Weiteren beschlossen, dass alle relevanten Dokumente den Gesellschaftern innerhalb eines Zeitrahmens zur Verfügung gestellt wurden, der es den Gesellschaftern ermöglicht, jedes Dokument sorgfältig zu prüfen.

Zweiter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig, Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft bezüglich des Gesellschaftsgegenstandes der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut zu ändern:

„ **Art. 4.** Die Gesellschaft hat zum Zweck, alle Tätigkeiten auszuüben, welche direkt oder indirekt zum Erwerb von Beteiligungen in jeglicher Form an beliebigen Unternehmen führen, sowie die Verwaltung, Leitung, Kontrolle, Entwicklung und Veräußerung dieser Beteiligungen, vorbehaltlich der Bestimmungen des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches („KAGB“).

In diesem Rahmen darf die Gesellschaft keine Tätigkeiten erbringen, die von denen abweichen, die ihre Gesellschafterin, die IVG Institutional Funds GmbH, Frankfurt am Main, Deutschland („IIF“), für das offene Immobilien-Sondervermögen RAGS - Immo IVG („Fonds“) gemäß dem KAGB ausüben darf.

In diesem Rahmen darf die Gesellschaft nur das Erbbaurecht an dem Grundstück mit der Bezeichnung 7-15 Baker Street, London W1U 8AH (das „Grundstück“) und alle Vermögensgegenstände, die zur Bewirtschaftung des Grundstücks erforderlich sind, erwerben, halten, verwalten, vermieten, instand halten, entwickeln, bewerben und verkaufen.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des KAGB kann die Gesellschaft Kredite in jeglicher Form aufnehmen.

Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen zur Wahrung ihrer Rechte ergreifen und jede Art von Geschäften abschließen, die mit ihrem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt verbunden sind und die geeignet sind, dessen Entwicklung oder Erweiterung zu fördern.“

Dritter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig, Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut zu ändern:

„**Art. 8.** Zwischen Gesellschaftern sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar. Eine Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden (inter vivos) an Dritte unterliegt den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften. Jede Verfügung über die von IIF für Rechnung des Fonds gehaltenen Gesellschaftsanteile einschließlich der Übertragung dieser Gesellschaftsanteile bedarf der Zustimmung der Verwahrstelle des Fonds.“

Die Gesellschafter beschließen weiterhin einstimmig, Artikel 23 der Satzung der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut zu ändern:

„**Art. 23.** Jede Änderung dieser Statuten und jede Verfügung über das Grundstück, einschließlich seiner Veräußerung und Belastung während der Zeit, in der IIF für Rechnung des Fonds Gesellschaftsanteile der Gesellschaft (direkt oder indirekt) hält, bedarf der Zustimmung der Verwahrstelle des Fonds.“

Vierter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig die Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von GBP 19,437,480 (neunzehnmillionenvierhundertsebenunddreissigtausendvierhundertachtzig Pfund Sterling), um das Gesellschaftskapital von dem derzeitigen Betrag von GBP 20,000 (zwanzigtausend Pfund Sterling) auf GBP 19,457,480 (neunzehn millionenvierhundertsebenundfünfzigtausendvierhundertachtzig Pfund Sterling) durch Ausgabe von 971,874 (neunhunderteinundsiebzigtausendachthundertvierundsiebzig) neuer Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20 (zwanzig Pfund Sterling) zu erhöhen („Neue Gesellschaftsanteile“).

Fünfter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig die Annahme der Zeichnung und Zahlung der Neuen Gesellschaftsanteile durch die Gesellschafter durch zwei Bareinzahlungen mit einem Gesamtbetrag von GBP 19,437,480 (neunzehnmillionenvierhundertsebenunddreissigtausendvierhundertachtzig Pfund Sterling) und dementsprechend (i) einen Betrag von GBP 9,718,740 (neunmillionensiebenhundertachtzehntausendsiebenhundertvierzig Pfund Sterling) durch IIF und (ii) einen Betrag von GBP 9,718,740 (neunmillionensiebenhundertachtzehntausendsiebenhundertvierzig Pfund Sterling) durch IVG SICAV-SIF (die „Einzahlungen“).

Ein Nachweis über die Einzahlungen wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht, der dies ausdrücklich bestätigt.

Sechster Beschluss:

Als Folge der vorstehenden Erklärungen und Beschlüsse setzt sich der Gesellschaftsanteilsbestand nun wie folgt zusammen:

- IIF: 486,437 (vierhundertsechundachtzigtausendvierhundertsebenunddreißig) Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20 (zwanzig Pfund Sterling); und

- IVG SICAV-SIF: 486,437 (vierhundertsechundachtzigtausendvierhundertsebenunddreißig) Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20 (zwanzig Pfund Sterling).

Der unterzeichnende Notar stellt fest, dass alle 971,874 (neunhunderteinundsiebzigtausendachthundertvierundsiebzig) Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20 (zwanzig Pfund Sterling), die das gesamte Stammkapital der Gesellschaft darstellen, vertreten sind, so dass die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß die folgenden Beschlüsse fassen kann.

Siebter Beschluss:

Als Folge der vorstehenden Erklärungen und Beschlüsse und vollständig getätigten Einzahlungen beschließen die Gesellschafter einstimmig, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut zu ändern:

„**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt GBP 19.457.480,- (neunzehn Millionen vierhundertsebenundfünfzigtausendvierhundertachtzig Pfund Sterling), aufgeteilt in 972.874 (neunhundertzweiundsiebzigtausendachthundertvierundsiebzig) Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling).“

Es wird darauf hingewiesen, dass die Formalitäten gemäß Artikel 23 der Satzung der Gesellschaft ordnungsgemäß erfüllt sind.

Achter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig die Schaffung (i) 1 (einer) Klasse von Stammgesellschaftsanteilen und (ii) 9 (neun) alphabetischen Klassen von Gesellschaftsanteilen im Stammkapital der Gesellschaft und nachfolgende Umklassifizierung aller ausgegebener und ausstehender Gesellschaftsanteile der Gesellschaft wie folgt:

- 53.993 (dreiundfünfzigtausendneuhundertdreiundneunzig) Gesellschaftsanteile Klasse C im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling);
- 53.993 (dreiundfünfzigtausendneuhundertdreiundneunzig) Gesellschaftsanteile Klasse D im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling);
- 53.993 (dreiundfünfzigtausendneuhundertdreiundneunzig) Gesellschaftsanteile Klasse E im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling);
- 53.993 (dreiundfünfzigtausendneuhundertdreiundneunzig) Gesellschaftsanteile Klasse F im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling);
- 53.993 (dreiundfünfzigtausendneuhundertdreiundneunzig) Gesellschaftsanteile Klasse G im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling);
- 53.993 (dreiundfünfzigtausendneuhundertdreiundneunzig) Gesellschaftsanteile Klasse H im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling); und
- 53.993 (dreiundfünfzigtausendneuhundertdreiundneunzig) Gesellschaftsanteile Klasse I im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling).

Als Ergebnis der vorstehenden Beschlüsse beschließen die Gesellschafter einstimmig, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut zu ändern:

„ **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt GBP 19.457.480,-- (neunzehn Millionen vierhundertsevenundfünfzigtausendvierhundertachtzig Pfund Sterling), aufgeteilt in 972.874 (neunhundertzweiundsiebzigttausendachthundertvierundsiebzigt) Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling), unterteilt in:

- 1.000 (eintausend) Stammgesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20.--(zwanzig Pfund Sterling) (die „Stammgesellschaftsanteile“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse A im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse A“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse B im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse B“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse C im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse C“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse D im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse D“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse E im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse E“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse F im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse F“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse G im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse G“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse H im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse H“); und
- 107.986 (einhundertsiebentausendneuhundertsechsendachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse I im Nennwert von je GBP 20.-- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse I“);

Alle Gesellschaftsanteile Klasse A, Gesellschaftsanteile Klasse B, Gesellschaftsanteile Klasse C, Gesellschaftsanteile Klasse D, Gesellschaftsanteile Klasse E, Gesellschaftsanteile Klasse F, Gesellschaftsanteile Klasse G, Gesellschaftsanteile Klasse H und Gesellschaftsanteile Klasse I werden zusammen als die „Klassen von Gesellschaftsanteilen“ oder einzeln als eine „Klasse von Gesellschaftsanteilen“ bezeichnet. Alle Klassen von Gesellschaftsanteilen und die Stammgesellschaftsanteile werden zusammen als die „Gesellschaftsanteile“ oder einzeln als ein „Gesellschaftsanteil“ bezeichnet.“

Neunter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig, Artikel 9 der Satzung der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut zu ändern:

„ **Art. 9.** Das Gesellschaftskapital kann durch Rückkauf und Annullierung einer oder mehrerer gesamter Klassen von Gesellschaftsanteilen herabgesetzt werden, jedoch unter der Bedingung, dass die Gesellschaft zu keinem Zeitpunkt die Stammgesellschaftsanteile zurückkaufen und annullieren kann. Im Falle des Rückkaufs und der Annullierung der Klassen von Gesellschaftsanteilen erfolgt dieser Rückkauf und diese Annullierung der Klassen von Gesellschaftsanteilen in der nachstehenden Reihenfolge:

- (i) Gesellschaftsanteile Klasse I;
- (ii) Gesellschaftsanteile Klasse H;
- (iii) Gesellschaftsanteile Klasse G;
- (iv) Gesellschaftsanteile Klasse F;

- (v) Gesellschaftsanteile Klasse E;
- (vi) Gesellschaftsanteile Klasse D;
- (vii) Gesellschaftsanteile Klasse C;
- (viii) Gesellschaftsanteile Klasse B; und
- (ix) Gesellschaftsanteile Klasse A.

Ein solcher Rückkauf einer Klasse von Gesellschaftsanteilen erfolgt durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin, der gemäß den für eine Satzungsänderung der Gesellschaft vorgeschriebenen Bedingungen verabschiedet wird.

Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals durch den Rückkauf und die Annullierung von Gesellschaftsanteilen (in der vorstehend angegebenen Reihenfolge) berechtigt eine solche einzuziehende Klasse von Gesellschaftsanteilen die Inhaber derselben (anteilig zu ihrer Beteiligung an dieser Klasse von Gesellschaftsanteilen) zu dem Anteil am annullierten Gesamtbetrag, der vom Geschäftsführerrat bzw. dem alleinigen Geschäftsführer festgelegt und von der Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin genehmigt wurde, und die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der zurückgekauften und annullierten Klasse von Gesellschaftsanteilen erhalten von der Gesellschaft einen dem Annullierungswert entsprechenden Betrag je Gesellschaftsanteil für jeden annullierten und von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteil der betreffenden Klasse von Gesellschaftsanteilen.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Gesellschaftsanteile in dem im Gesetz über Handelsgesellschaften festgelegten Umfang einziehen.

Für die Zwecke dieser Satzung haben die vorgenannten als definiert gekennzeichneten Begriffe folgende Bedeutung:

Verfügbarer Betrag	bezeichnet den Gesamtbetrag der Nettogewinne der Gesellschaft, einschließlich der Gewinne, die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für das der Jahresabschluss genehmigt wurde, erzielt wurden, erhöht um (i) frei ausschüttbare Rücklagen, einschließlich aller zur Ausschüttung verfügbaren Mittel zuzüglich aller Gewinnvorträge und Beträge, die zu diesem Zweck aus den verfügbaren Rücklagen entnommen werden, (ii) den Betrag der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage für die zu annullierende(n) Klasse(n) von Gesellschaftsanteilen, wobei bekannt ist, dass der auszuschüttende Betrag nicht höher sein kann als die Summe der zur Ausschüttung verfügbaren Beträge, berechnet gemäß Artikel 72.2 Buchstabe b) des Gesetzes über Handelsgesellschaften, jedoch vermindert um (i) alle Verluste (einschließlich Verlustvorträgen) und (ii) alle gemäß den gesetzlichen Anforderungen bzw. den Anforderungen dieser Satzung in die Rücklage(n) einzustellenden Beträge, jeweils gemäß dem betreffenden Zwischenabschluss (zur Klarstellung ohne Doppelerfassung), so dass: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Darin bedeuten: AA = Verfügbarer Betrag NP = Nettogewinne (einschließlich Gewinnvorträgen), einschließlich der Gewinne, die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für das der Jahresabschluss genehmigt wurde, erzielt wurden P = jede frei ausschüttbare Rücklage CR = der Betrag der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage für die zu annullierende(n) Klasse(n) von Gesellschaftsanteilen, L = Verluste (einschließlich Verlustvorträgen) LR = alle gemäß den gesetzlichen Bestimmungen oder den Vorschriften dieser Satzung in die Rücklage(n) einzustellenden Beträge.
Annullierungswert je	bezeichnet einen Betrag, der berechnet wird durch Division des annullierten Gesamtbetrages durch die Anzahl der Gesellschaftsanteile, die in der
Gesellschafts-anteil	zurückzukaufenden und zu annullierenden Klasse von Gesellschaftsanteilen ausgegeben wurden.
Annullierter Gesamtbetrag	ist ein Betrag auf der Grundlage des betreffenden Zwischenabschlusses, der vom Geschäftsführerrat bzw. dem alleinigen Geschäftsführer gemäß Artikel 72.2 Buchstabe b) des Gesetzes über Handelsgesellschaften festgelegt und von der Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin genehmigt wird. Der Annullierte Gesamtbetrag für jede Klasse von Gesellschaftsanteilen ist der Verfügbare Betrag dieser Klasse zum Zeitpunkt seiner Annullierung. Der Geschäftsführerrat bzw. der alleinige Geschäftsführer kann dennoch einen vom Verfügbaren Betrag abweichenden Annullierten Gesamtbetrag vorsehen, soweit (i) der Annullierte Gesamtbetrag niemals höher ist als der betreffende Verfügbare Betrag, (ii) dieser abweichende Annullierte Gesamtbetrag vom Geschäftsführerrat bzw. dem alleinigen Geschäftsführer allen

	Gesellschaftern der Gesellschaft schriftlich mitgeteilt wird und (iii) dieser Annullierte Gesamtbetrag nicht innerhalb von 3 (drei) Tagen nach Zugang der schriftlichen Mitteilung vom Geschäftsführerrat bzw. dem alleinigen Geschäftsführer von einem Gesellschafter der Gesellschaft schriftlich angefochten wird.
Zwischenabschluss	bezeichnet den Zwischenabschluss der Gesellschaft, einschließlich einer nach den in Luxemburg geltenden Grundsätzen ordnungsmäßiger Rechnungslegung erstellten Gewinn- und Verlustrechnung, zum betreffenden Stichtag des Zwischenabschlusses.
Stichtag des Zwischenabschlusses	bezeichnet das Datum frühestens 8 (acht) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der betreffenden Klasse von Gesellschaftsanteilen.“

Zehnter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig die Schaffung eines neuen Artikel 20 der Satzung der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut:

„ **Art. 20.** Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft sind mindestens fünf Prozent (5%) jährlich für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Einstellung in die gesetzliche Rücklage ist nicht mehr erforderlich, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Nach der Einstellung in die gesetzliche Rücklage entscheidet die Generalversammlung der Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin über die Verwendung des übrigen Jahresnettogewinns (i) durch Einstellung des Restbetrages ganz oder teilweise in eine Rücklage oder eine Rückstellung, (ii) durch Gewinnvortrag auf das darauf folgende Geschäftsjahr oder (iii) durch Ausschüttung, zusammen mit den ausschüttbaren Rücklagen und Gewinnvorträgen an die Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin.

In jedem Jahr, in dem die Gesellschaft die Ausschüttung von Dividenden beschließt, die aus dem Nettogewinn und den verfügbaren Rücklagen aus einbehaltenen Gewinnen einschließlich Agiorücklagen entnommen werden, wird der hierfür ausgeschüttete Betrag in folgender Reihenfolge ausgeschüttet:

- Zunächst haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse A Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma sechzig Prozent (0,60%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse A, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse B Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse B, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse C Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse C, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse D Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse D, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse E Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma vierzig Prozent (0,40%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse E, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse F Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse F, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse G Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma dreißig Prozent (0,30%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse G, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse H Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse H, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse I Anspruch auf den Rest der Dividendenausschüttungen.

Sollte die gesamte letzte ausstehende Klasse von Gesellschaftsanteilen (in alphabetischer Reihenfolge, z.B. Gesellschaftsanteile Klasse I) nach ihrer Einziehung, ihrem Rückkauf oder anderweitig zum Zeitpunkt der Ausschüttung annulliert worden sein, wird der Rest einer Dividendenausschüttung zusätzlich zu den vorstehend angegebenen ursprünglichen Dividendenausschüttungsansprüchen der betreffenden Klasse von Gesellschaftsanteilen der vorangegangenen letzten ausstehenden Klasse von Gesellschaftsanteilen in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (z.B. zunächst Gesellschaftsanteile Klasse H) zugewiesen.“

Elfter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig, Artikel 21 (vormals Artikel 20) der Satzung der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut zu ändern:

„ **Art. 21.** Vorbehaltlich der Bestimmungen des vorstehenden Artikels 20 dieser Satzung können Zwischenausüttungen jederzeit unter den nachfolgenden Bedingungen ausgezahlt werden:

1. Der Geschäftsführerrat stellt einen Zwischenabschluss auf,
2. dieser Abschluss weist ausreichend ausschüttbare Mittel auf, wobei der auszuschüttende Betrag nicht den seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinn, zuzüglich dem Gewinnvortrag und den verfügbaren Rücklagen, abzüglich Verlustvortrag und den kraft Gesetz oder gemäß dieser Satzung vorgeschriebenen und in eine Rücklage einzustellenden Beträge übersteigen darf,
3. die Entscheidung, eine Zwischenausüttung auszuzahlen, wird durch die Generalversammlung der Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin gefasst,
4. die Auszahlung erfolgt, sobald die Gesellschaft die Sicherheit hat, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet sind.“

Zwölfter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig, einen neuen dritten Absatz in Artikel 22 (vormals Artikel 21) der Satzung der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Wortlaut zu ergänzen:

„ **Art. 22.** Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter derselben Beschlussfähigkeit gefasst werden muss wie bei Statutenänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die keine Gesellschafter sein müssen und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Nach Zahlung aller Schulden und Kosten der Gesellschaft, einschließlich der Aufwendungen für die Liquidation, wird der Nettoliquidationserlös an die Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin in der Weise ausgeschüttet, dass insgesamt das gleiche wirtschaftliche Ergebnis wie gemäß den für Dividendenausüttungen festgelegten Ausschüttungsregeln erreicht wird.“

Dreizehnter Beschluss:

Als Folge der vorstehenden Beschlüsse beschließen die Gesellschafter einstimmig die vollständige Neufassung der Satzung gemäß nachfolgendem Wortlaut:

„ **Art. 1.** Hiermit wird eine private Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, die durch diese Statuten sowie die einschlägige luxemburgische Gesetzgebung und insbesondere durch das Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der jeweils geltenden Fassung (das „Gesetz über Handelsgesellschaften“) geregelt wird.

Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „London Baker Street S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft liegt in Luxemburg-Stadt.

Der Sitz kann innerhalb der Kommune von Luxemburg-Stadt durch Beschluss des Geschäftsführerrates verlegt werden.

Der Sitz kann durch einen nach den in Artikel 199 des Gesetzes über Handelsgesellschaften festgelegten Bedingungen verabschiedeten Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg oder im Ausland verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen (unabhängig davon, ob mit oder ohne ständige Niederlassung) sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland haben.

Für den Fall, dass der Geschäftsführerrat beschließen sollte, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder einzutreten drohen, welche die üblichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Büro und Personen im Ausland an ihrem Sitz beeinträchtigen würden, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, und zwar bis zu dem Zeitpunkt, an dem diese außergewöhnlichen Umstände vollständig weggefallen sind; diese vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleiben wird. Diese vorübergehenden Maßnahmen werden beteiligten Dritten durch den Geschäftsführerrat der Gesellschaft zur Kenntnis gebracht und dieser wird die beteiligten Dritten darüber informieren.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck, alle Tätigkeiten auszuüben, welche direkt oder indirekt zum Erwerb von Beteiligungen in jeglicher Form an beliebigen Unternehmen führen, sowie die Verwaltung, Leitung, Kontrolle, Entwicklung und Veräußerung dieser Beteiligungen, vorbehaltlich der Bestimmungen des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches („KAGB“).

In diesem Rahmen darf die Gesellschaft keine Tätigkeiten erbringen, die von denen abweichen, die ihre Gesellschafterin, die IVG Institutional Funds GmbH, Frankfurt am Main, Deutschland („IIF“), für das offene Immobilien-Sondervermögen RAGS - Immo IVG („Fonds“) gemäß dem KAGB ausüben darf.

In diesem Rahmen darf die Gesellschaft nur das Erbbaurecht an dem Grundstück mit der Bezeichnung 7-15 Baker Street, London W1U 8AH (das „Grundstück“) und alle Vermögensgegenstände, die zur Bewirtschaftung des Grundstücks erforderlich sind, erwerben, halten, verwalten, vermieten, instand halten, entwickeln, bewerben und verkaufen.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des KAGB kann die Gesellschaft Kredite in jeglicher Form aufnehmen.

Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen zur Wahrung ihrer Rechte ergreifen und jede Art von Geschäften abschließen, die mit ihrem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt verbunden sind und die geeignet sind, dessen Entwicklung oder Erweiterung zu fördern.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt GBP 19.457.480,- (neunzehn Millionen vierhundertsevenundfünfzigtausendvierhundertachtzig Pfund Sterling), aufgeteilt in 972.874 (neunhundertzweiundsiebzigtausendachthundertvierundsiebzig) Gesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling), unterteilt in:

- 1.000 (eintausend) Stammgesellschaftsanteile im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Stammgesellschaftsanteile“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse A im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse A“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse B im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse B“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse C im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse C“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse D im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse D“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse E im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse E“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse F im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse F“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse G im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse G“);
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse H im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse H“); und
- 107.986 (einhundertsiebentausendneunhundertsechundachtzig) Gesellschaftsanteile Klasse I im Nennwert von je GBP 20,- (zwanzig Pfund Sterling) (die „Gesellschaftsanteile Klasse I“);

Alle Gesellschaftsanteile Klasse A, Gesellschaftsanteile Klasse B, Gesellschaftsanteile Klasse C, Gesellschaftsanteile Klasse D, Gesellschaftsanteile Klasse E, Gesellschaftsanteile Klasse F, Gesellschaftsanteile Klasse G, Gesellschaftsanteile Klasse H und Gesellschaftsanteile Klasse I werden zusammen als die „Klassen von Gesellschaftsanteilen“ oder einzeln als eine „Klasse von Gesellschaftsanteilen“ bezeichnet. Alle Klassen von Gesellschaftsanteilen und die Stammgesellschaftsanteile werden zusammen als die „Gesellschaftsanteile“ oder einzeln als ein „Gesellschaftsanteil“ bezeichnet.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit unter den in Artikel 199 des Gesetzes über Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt seinen Anteilseigner zu einem entsprechenden Stimmrecht, und jeder Gesellschafter hat Stimmrechte entsprechend seiner Beteiligung. Die Gesellschaftsanteile sind im Hinblick auf die Gesellschaft unteilbar, was nur einen Anteilseigner je Gesellschaftsanteil zulässt.

Art. 8. Zwischen Gesellschaftern sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar. Eine Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden (inter vivos) an Dritte unterliegt den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften. Jede Verfügung über die von IIF für Rechnung des Fonds gehaltenen Gesellschaftsanteile einschließlich der Übertragung dieser Gesellschaftsanteile bedarf der Zustimmung der Verwahrstelle des Fonds.

Art. 9. Das Gesellschaftskapital kann durch Rückkauf und Annullierung einer oder mehrerer gesamter Klassen von Gesellschaftsanteilen herabgesetzt werden, jedoch unter der Bedingung, dass die Gesellschaft zu keinem Zeitpunkt die Stammgesellschaftsanteile zurückkaufen und annullieren kann. Im Falle des Rückkaufs und der Annullierung der Klassen von Gesellschaftsanteilen erfolgt dieser Rückkauf und diese Annullierung der Klassen von Gesellschaftsanteilen in der nachstehenden Reihenfolge:

- (i) Gesellschaftsanteile Klasse I;
- (ii) Gesellschaftsanteile Klasse H;
- (iii) Gesellschaftsanteile Klasse G;
- (iv) Gesellschaftsanteile Klasse F;
- (v) Gesellschaftsanteile Klasse E;
- (vi) Gesellschaftsanteile Klasse D;
- (vii) Gesellschaftsanteile Klasse C;

(viii) Gesellschaftsanteile Klasse B; und

(ix) Gesellschaftsanteile Klasse A.

Ein solcher Rückkauf einer Klasse von Gesellschaftsanteilen erfolgt durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin, der gemäß den für eine Satzungsänderung der Gesellschaft vorgeschriebenen Bedingungen verabschiedet wird.

Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals durch den Rückkauf und die Annullierung von Gesellschaftsanteilen (in der vorstehend angegebenen Reihenfolge) berechtigt eine solche einzuziehende Klasse von Gesellschaftsanteilen die Inhaber derselben (anteilig zu ihrer Beteiligung an dieser Klasse von Gesellschaftsanteilen) zu dem Anteil am annullierten Gesamtbetrag, der vom Geschäftsführerrat bzw. dem alleinigen Geschäftsführer festgelegt und von der Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin genehmigt wurde, und die Inhaber von Gesellschaftsanteilen der zurückgekauften und annullierten Klasse von Gesellschaftsanteilen erhalten von der Gesellschaft einen dem Annullierungswert entsprechenden Betrag je Gesellschaftsanteil für jeden annullierten und von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteil der betreffenden Klasse von Gesellschaftsanteilen.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Gesellschaftsanteile in dem im Gesetz über Handelsgesellschaften festgelegten Umfang einziehen.

Für die Zwecke dieser Satzung haben die vorgenannten als definiert gekennzeichneten Begriffe folgende Bedeutung:

Verfügbarer Betrag	bezeichnet den Gesamtbetrag der Nettogewinne der Gesellschaft, einschließlich der Gewinne, die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für das der Jahresabschluss genehmigt wurde, erzielt wurden, erhöht um (i) frei ausschüttbare Rücklagen, einschließlich aller zur Ausschüttung verfügbaren Mittel zuzüglich aller Gewinnvorräte und Beträge, die zu diesem Zweck aus den verfügbaren Rücklagen entnommen werden, (ii) den Betrag der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage für die zu annullierende(n) Klasse(n) von Gesellschaftsanteilen, wobei bekannt ist, dass der auszuschüttende Betrag nicht höher sein kann als die Summe der zur Ausschüttung verfügbaren Beträge, berechnet gemäß Artikel 72.2 Buchstabe b) des Gesetzes über Handelsgesellschaften, jedoch vermindert um (i) alle Verluste (einschließlich Verlustvorräten) und (ii) alle gemäß den gesetzlichen Anforderungen bzw. den Anforderungen dieser Satzung in die Rücklage(n) einzustellenden Beträge, jeweils gemäß dem betreffenden Zwischenabschluss (zur Klarstellung ohne Doppelerfassung), so dass: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Darin bedeuten: AA = Verfügbarer Betrag NP = Nettogewinne (einschließlich Gewinnvorräten), einschließlich der Gewinne, die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für das der Jahresabschluss genehmigt wurde, erzielt wurden P = jede frei ausschüttbare Rücklage CR = der Betrag der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage für die zu annullierende(n) Klasse(n) von Gesellschaftsanteilen, L = Verluste (einschließlich Verlustvorräten) LR = alle gemäß den gesetzlichen Bestimmungen oder den Vorschriften dieser Satzung in die Rücklage(n) einzustellenden Beträge.
Annullierungswert je	bezeichnet einen Betrag, der berechnet wird durch Division des annullierten Gesamtbetrages durch die Anzahl der Gesellschaftsanteile, die in der
Gesellschafts-anteil	zurückzukaufenden und zu annullierenden Klasse von Gesellschaftsanteilen ausgegeben wurden.
Annullierter Gesamtbetrag	ist ein Betrag auf der Grundlage des betreffenden Zwischenabschlusses, der vom Geschäftsführerrat bzw. dem alleinigen Geschäftsführer gemäß Artikel 72.2 Buchstabe b) des Gesetzes über Handelsgesellschaften festgelegt und von der Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin genehmigt wird. Der Annullierte Gesamtbetrag für jede Klasse von Gesellschaftsanteilen ist der Verfügbare Betrag dieser Klasse zum Zeitpunkt seiner Annullierung. Der Geschäftsführerrat bzw. der alleinige Geschäftsführer kann dennoch einen vom Verfügbaren Betrag abweichenden Annullierten Gesamtbetrag vorsehen, soweit (i) der Annullierte Gesamtbetrag niemals höher ist als der betreffende Verfügbare Betrag, (ii) dieser abweichende Annullierte Gesamtbetrag vom Geschäftsführerrat bzw. dem alleinigen Geschäftsführer allen Gesellschaftern der Gesellschaft schriftlich mitgeteilt wird und (iii) dieser Annullierte Gesamtbetrag nicht innerhalb von 3 (drei) Tagen nach Zugang der schriftlichen Mitteilung vom Geschäftsführerrat bzw. dem alleinigen Geschäftsführer von einem Gesellschafter der Gesellschaft schriftlich angefochten wird.

Zwischenabschluss	bezeichnet den Zwischenabschluss der Gesellschaft, einschließlich einer nach den in Luxemburg geltenden Grundsätzen ordnungsmäßiger Rechnungslegung erstellten Gewinn- und Verlustrechnung, zum betreffenden Stichtag des Zwischenabschlusses.
Stichtag des Zwischenabschlusses	bezeichnet das Datum frühestens 8 (acht) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der betreffenden Klasse von Gesellschaftsanteilen.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Erben, Gläubiger oder andere Berechtigte der Gesellschafter können in keinem Fall einen Antrag auf Pfändung des Firmeneigentums oder von Firmenschriftstücken stellen.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch mindestens zwei Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter sein müssen, geführt. Diese werden von der Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin bestellt. Die Geschäftsführer stellen einen Geschäftsführerrat dar.

Die Generalversammlung der Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin können jederzeit und „ad nutum“ Geschäftsführer abberufen oder ersetzen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich kraft Gesetz oder den Statuten der Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführerrates.

Im Außenverhältnis verfügt der Geschäftsführerrat über sämtliche Befugnisse, um im Namen der Gesellschaft unter allen Umständen zu handeln und sämtliche mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehenden Handlungen und Tätigkeiten durchzuführen und diese zu genehmigen, soweit die Bestimmungen dieser Statuten eingehalten werden.

Der Geschäftsführerrat kann von Zeit zu Zeit einem oder mehreren Sonderbevollmächtigten, die nicht Mitglied(er) oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen, für bestimmte Aufgaben Untervollmachten erteilen. Der Geschäftsführerrat wird die Befugnisse, Pflichten und die Vergütung (sofern vorhanden) seines bzw. seiner Sonderbevollmächtigten, die Dauer des Vertretungszeitraums und sonstige einschlägige Bedingungen seiner bzw. ihrer Vertretung bestimmen.

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft unter allen Umständen vertreten (i) im Falle von lediglich zwei Geschäftsführern durch die Unterschrift eines Geschäftsführers, oder im Falle von mehr als zwei Geschäftsführern durch die Unterschrift von zwei gemeinschaftlich handelnden Geschäftsführern oder (ii) durch die Unterschrift eines oder mehrerer Sonderbevollmächtigter, dem / denen Befugnisse durch den Geschäftsführerrat übertragen wurden.

Im laufenden Verkehr mit Behörden wird die Gesellschaft unter allen Umständen durch einen beliebigen Geschäftsführer vertreten, dessen Unterschrift die Gesellschaft rechtswirksam bindet.

Die Entscheidungen der Geschäftsführer werden vom Geschäftsführerrat getroffen.

Der Geschäftsführerrat kann aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden ernennen, der bei Stimmgleichheit keine ausschlaggebende Stimme hat. Der Vorsitzende hat bei sämtlichen Sitzungen des Geschäftsführerrates den Vorsitz inne. Sollte der Vorsitzende abwesend sein, kann ein anwesender Geschäftsführer, zu diesem Zweck ernannt, den Vorsitz übernehmen. Der Geschäftsführerrat kann auch einen Protokollführer (secretary) ernennen, der nicht Geschäftsführer sein muss und für die Protokollführung bei den Sitzungen des Geschäftsführerrates oder für eine andere, vom Geschäftsführerrat festgelegte Angelegenheit verantwortlich ist.

Der Geschäftsführerrat hält eine Sitzung ab, wenn sie von einem Geschäftsführer einberufen wird.

Die Mitteilung einer Sitzung des Geschäftsführerrates erfolgt gegenüber sämtlichen Geschäftsführern mindestens 2 (zwei) Tage vor dem für diese Sitzung angesetzten Termin außer in Notfällen, deren Art im Sitzungsprotokoll darzulegen ist.

In der Einberufungsmittelteilung ist der Zeitpunkt und Ort der Sitzung sowie die Art der zu behandelnden Punkte anzugeben.

Einberufungsmittelteilungen können gegenüber jedem Geschäftsführer mündlich, schriftlich oder per Fax, Mitteilung über das Kabelnetz, Telegramm, Fernschreiben, durch elektronische Mittel oder durch sonstige geeignete Telekommunikationsmittel abgegeben werden.

Auf die Mitteilung kann durch schriftliche Zustimmung oder Zustimmung per Fax, Mitteilung über das Kabelnetz, Telegramm, Fernschreiben, durch elektronische Mittel oder durch sonstige geeignete Telekommunikationsmittel von jedem Geschäftsführer verzichtet werden.

Die Sitzung wird ordnungsgemäß ohne vorherige Mitteilung abgehalten, wenn sämtliche Geschäftsführer anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

Es ist keine gesonderte Mitteilung für Versammlungen erforderlich, die zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die vorab in einer durch Beschluss des Geschäftsführerrates verabschiedeten Auflistung angegeben wurden.

Geschäftsführer können bei einer Sitzung der Geschäftsführer handeln, indem sie schriftlich oder per Fax, Mitteilung über das Kabelnetz, Telegramm, Fernschreiben oder durch elektronische Mittel einen anderen Geschäftsführer als seinen / ihren Bevollmächtigten ernennen.

Ein Geschäftsführer kann mehr als einen Geschäftsführer vertreten.

Die Geschäftsführer können an einer Sitzung des Geschäftsführerrates per Telefon, Videokonferenz oder sonstigem Telekommunikationsmittel teilnehmen, das es sämtlichen, an der Sitzung teilnehmenden Personen ermöglicht, einander

zur selben Zeit zu hören. Diese Teilnahme an einer Sitzung gilt als gleichwertig mit einer persönlichen Teilnahme an einer Sitzung des Geschäftsführerrates.

Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam beraten und handeln, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Entscheidungen des Geschäftsführerrates werden durch Mehrheitsbeschluss der an der Sitzung teilnehmenden oder dort ordnungsgemäß vertretenen Geschäftsführer verabschiedet.

Die Beratung des Geschäftsführerrates wird im Protokoll festgehalten, das von dem Vorsitzenden oder zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen ist. Eine Abschrift dieses Protokolls oder ein Auszug aus diesem Protokoll wird von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche und von sämtlichen Geschäftsführern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Wirkung wie bei der Sitzung der Geschäftsführer verabschiedete Beschlüsse. In diesen Fällen können schriftliche Beschlüsse entweder in einem einzigen Dokument oder in verschiedenen separaten Dokumenten mit ein und demselben Inhalt dokumentiert werden.

Schriftliche Beschlüsse können durch normale Postsendungen, per Fax, Mitteilung über das Kabelnetz, Telegramm, Fernschreiben, durch elektronische Mittel oder durch sonstige geeignete Telekommunikationsmittel übertragen werden.

Art. 13. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte der Gesellschaft sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 14. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Die Anzahl seiner Stimmen entspricht der Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtswirksam vertreten lassen. Wenn sämtliche Mitglieder bei einer Generalversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Generalversammlung ohne vorherige Mitteilung abgehalten werden.

Art. 15. Gemeinsame Entscheidungen des Geschäftsführerrates sind nur wirksam, wenn sie entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften beschlossen wurden.

Art. 16. Eine alleinige Gesellschafterin übt die der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse allein aus. Beschlüsse der alleinigen Gesellschafterin werden in einem Protokoll oder in Schriftform festgehalten.

Art. 17. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit Gesellschaftsgründung und endet am 31. Dezember 2015.

Art. 18. Zum 31. Dezember eines jeden Jahres erstellt der Geschäftsführerrat den Jahresabschluss, der von einem Abschlussprüfer („réviseurs d'entreprises agréés“) geprüft wird, wobei dieser Abschlussprüfer von der Generalversammlung der Gesellschafter bzw. der alleinigen Gesellschafterin bestellt wird, die bzw. der die Bedingungen seines Mandats / ihrer Mandate bestimmt; der erste zu prüfende Jahresabschluss ist der zum 31. Dezember 2015.

Art. 19. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz gemäß dem Gesetz über Handelsgesellschaften Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 20. Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft sind mindestens fünf Prozent (5%) jährlich für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden. Diese Einstellung in die gesetzliche Rücklage ist nicht mehr erforderlich, wenn und solange die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Nach der Einstellung in die gesetzliche Rücklage entscheidet die Generalversammlung der Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin über die Verwendung des übrigen Jahresnettogewinns (i) durch Einstellung des Restbetrages ganz oder teilweise in eine Rücklage oder eine Rückstellung, (ii) durch Gewinnvortrag auf das darauf folgende Geschäftsjahr oder (iii) durch Ausschüttung, zusammen mit den ausschüttbaren Rücklagen und Gewinnvorträgen an die Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin.

In jedem Jahr, in dem die Gesellschaft die Ausschüttung von Dividenden beschließt, die aus dem Nettogewinn und den verfügbaren Rücklagen aus einbehaltenen Gewinnen einschließlich Agiorücklagen entnommen werden, wird der hierfür ausgeschüttete Betrag in folgender Reihenfolge ausgeschüttet:

- Zunächst haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse A Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma sechzig Prozent (0,60%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse A, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse B Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse B, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse C Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse C, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse D Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse D, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse E Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma vierzig Prozent (0,40%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse E, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse F Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse F, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse G Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma drei Prozent (0,30%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse G, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse H Anspruch auf Dividendenausschüttungen für das betreffende Jahr in Höhe von null Komma fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwerts der von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile Klasse H, und dann

- haben die Inhaber von Gesellschaftsanteilen Klasse I Anspruch auf den Rest der Dividendenausschüttungen.

Sollte die gesamte letzte ausstehende Klasse von Gesellschaftsanteilen (in alphabetischer Reihenfolge, z.B. Gesellschaftsanteile Klasse I) nach ihrer Einziehung, ihrem Rückkauf oder anderweitig zum Zeitpunkt der Ausschüttung annulliert worden sein, wird der Rest einer Dividendenausschüttung zusätzlich zu den vorstehend angegebenen ursprünglichen Dividendenausschüttungsansprüchen der betreffenden Klasse von Gesellschaftsanteilen der vorangegangenen letzten ausstehenden Klasse von Gesellschaftsanteilen in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (z.B. zunächst Gesellschaftsanteile Klasse H) zugewiesen.

Art. 21. Vorbehaltlich der Bestimmungen des vorstehenden Artikels 20 dieser Satzung können Zwischenausschüttungen jederzeit unter den nachfolgenden Bedingungen ausgezahlt werden:

1. Der Geschäftsführerrat stellt einen Zwischenabschluss auf,
2. dieser Abschluss weist ausreichend ausschüttbare Mittel auf, wobei der auszuschüttende Betrag nicht den seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinn, zuzüglich dem Gewinnvortrag und den verfügbaren Rücklagen, abzüglich Verlustvortrag und den kraft Gesetz oder gemäß dieser Satzung vorgeschriebenen und in eine Rücklage einzustellenden Beträge übersteigen darf,
3. die Entscheidung, eine Zwischenausschüttung auszuzahlen, wird durch die Generalversammlung der Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin gefasst,
4. die Auszahlung erfolgt, sobald die Gesellschaft die Sicherheit hat, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht gefährdet sind.

Art. 22. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter derselben Beschlussfähigkeit gefasst werden muss wie bei Statutenänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die keine Gesellschafter sein müssen und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Nach Zahlung aller Schulden und Kosten der Gesellschaft, einschließlich der Aufwendungen für die Liquidation, wird der Nettoliquidationserlös an die Gesellschafter bzw. die alleinige Gesellschafterin in der Weise ausgeschüttet, dass insgesamt das gleiche wirtschaftliche Ergebnis wie gemäß den für Dividendenausschüttungen festgelegten Ausschüttungsregeln erreicht wird.

Art. 23. Wenn und solange ein Gesellschafter alle Gesellschaftsanteile hält, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinne von Artikel 179 (2) des Gesetzes über Handelsgesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem Artikel 200-1 und 200-2 dieses Gesetzes Anwendung.

Art. 24. Jede Änderung dieser Statuten und jede Verfügung über das Grundstück, einschließlich seiner Veräußerung und Belastung während der Zeit, in der IIF für Rechnung des Fonds Gesellschaftsanteile der Gesellschaft (direkt oder indirekt) hält, bedarf der Zustimmung der Verwahrstelle des Fonds.

Art. 25. Für alle Punkte, die nicht in den vorliegenden Statuten geregelt sind, verweisen die Gesellschafter auf die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.“

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind oder welche ihr in Zusammenhang mit dieser Urkunde in Rechnung gestellt werden, werden auf ca. EUR 7.900,- (siebentausendneuhundert Euro) geschätzt.

Da es keine weiteren Themen in der Gesellschafterversammlung gibt, wurde diese daraufhin geschlossen.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, an dem auf der ersten Seite dieses Dokuments angegebenen Tag in Luxemburg, erstellt wurde.

Nach Verlesung des Dokuments vor der erschienenen Person hat dieselbe mit uns, dem Notar, die gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der erschienenen Person die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Person und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 9 juillet 2015. 2LAC/2015/15456. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

Référence de publication: 2015121335/1393.

(150130903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Samart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 101.391.

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 10 juin 2015 que:

- Il a été mis fin au mandat de commissaire aux comptes de la Société de M. Pierre Begasse De Dhaem à compter du 8 avril 2014;

- La société ALLO SERVICE, une société privée à responsabilité limitée de droit belge, ayant son siège social à 15, avenue de la Laiterie, B - 4000 Liège et immatriculée au à la Banque-carrefour des Entreprises sous le numéro 0471.771.871 a été nommée commissaire aux comptes de la Société à compter du 8 avril 2014 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2019;

- Le mandat de délégué à la gestion journalière de M. Christophe Henrotay a été prolongé jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SAMART S.A.

Référence de publication: 2015121565/18.

(150130499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

SEB Private Equity Opportunity III Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Luxembourg, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 179.200.

EXTRAIT

Lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 30 juin 2015, ont été nommés administrateurs pour un mandat d'un an prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera tenue en 2016:

Madame Viveka Hirdman-Ryrberg avec adresse professionnelle à SE-106 40 Stockholm, 8 Kungsträdgårdsgatan, présidente du conseil d'administration

Monsieur Mats Bergling avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen

Monsieur Ralf Ferner avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen

Monsieur Victor Lang avec adresse professionnelle à SE-10640 Stockholm, 8 Sveavägen

Monsieur Jan Stjernström avec adresse professionnelle à SE-10640 Stockholm, 2, Sergels Torg

A été nommé réviseur indépendant pour la même période:

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015121570/20.

(150130899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.